

Canada – United States
Inter-Parliamentary Group
Canadian Section



Groupe interparlementaire
Canada – États-Unis
Section canadienne

Rapport du Groupe interparlementaire Canada–États-Unis

Réunion annuelle de la Western Governors' Association

Boulder, Colorado, États-Unis d'Amérique

Du 26 au 28 juin 2023

Rapport

DÉLÉGATION

Du 26 au 28 juin 2023, le député Chandra Arya a représenté la Section canadienne du Groupe interparlementaire Canada–États-Unis (GIP) à la réunion d'été de la Western Governors' Association (WGA).

La réunion s'est tenue à Boulder, au Colorado.

L'ÉVÉNEMENT

La WGA regroupe des gouverneurs de 19 États de l'Ouest américain, ainsi que ceux des Samoa américaines, de Guam et des îles Mariannes du Nord. Les premiers ministres de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba participent également aux activités de la WGA.

Pour atteindre ses objectifs, la WGA a recours à six stratégies fondamentales :

- mettre en place des politiques régionales et les communiquer;
- servir de lieu de réflexion sur le leadership;
- bâtir une capacité régionale;
- réaliser des travaux de recherche et en diffuser les résultats;
- former des coalitions et nouer des partenariats pour faire avancer les intérêts régionaux;
- accroître la compréhension et l'appui du public à l'égard d'enjeux régionaux et de positions stratégiques.

Chaque année, la WGA organise une réunion d'été et une réunion d'hiver. Le gouverneur du Colorado, Jared Polis, a présidé cette réunion de juin 2023. Y ont aussi assisté les gouverneurs Brad Little (Idaho), Joe Lombardo (Nevada), Josh Green (Hawaii), Mark Gordon (Wyoming) et Michelle Lujan Grisham (Nouveau-Mexique).

Le gouverneur Jared Polis a choisi de mettre de l'avant l'énergie thermique, judicieusement intitulée *De la chaleur sous nos pieds*, en s'intéressant tout particulièrement aux obstacles et aux moyens de déployer cette forme d'énergie dans le cadre de son mandat de président de la WGA. Les autres domaines qui revêtent une importance pour le gouverneur Polis sont l'accès aux soins de santé en milieu rural, les questions liées à l'eau – en particulier la question des ressources en eau limitées – et les possibilités de tirer pleinement parti du potentiel économique du domaine des loisirs de plein air.

OBJECTIFS DE LA DÉLÉGATION POUR LA RÉUNION

Le GIP Canada–États-Unis cherche à trouver des points de convergence entre les différentes politiques nationales, à établir un dialogue sur les points de divergence, à encourager l'échange d'information et à promouvoir chez les législateurs une meilleure compréhension des questions d'intérêt commun. En plus de rencontrer régulièrement

leurs homologues fédéraux, les membres de la Section canadienne du GIP ont assisté, ces dernières années, à des réunions régionales et nationales des gouverneurs.

Lors de ces événements, les délégués canadiens ont profité de l'occasion pour amorcer des discussions qui facilitent l'atteinte des objectifs de la Section canadienne et qui décrivent les divers aspects de la relation bilatérale.

ACTIVITÉS AU COURS DE LA RÉUNION

À la réunion d'été de 2023, la WGA a organisé la tenue de discours liminaires, conversations et tables rondes sur les thèmes suivants :

- L'honorable Michael Regan, administrateur, Environmental Protection Agency (EPA) des États-Unis (discours liminaire et conversation)
- Ashley Llorens, vice-président et scientifique émérite, Microsoft (discours liminaire et conversation)
- De la chaleur sous nos pieds (table ronde)
- L'accès aux soins de santé en milieu rural (table ronde)
- Jenny Johnson, présidente et directrice générale, Franklin Templeton (conversation)
- Des prairies pour la croissance et des espaces verts (table ronde)
- Kirsten Lynch, directrice générale de Vail Resorts (discours liminaire et conversation)
- Des économies résilientes axées sur les loisirs de plein air (table ronde)
- Données sur l'eau (table ronde)
- AmeriCorps (table ronde)
- Western Governors' Leadership Institute (table ronde)

Le présent rapport est un compte rendu sommaire d'une sélection d'exposés et de discussions qui ont eu lieu lors de la réunion annuelle de 2013.

DISCOURS LIMINAIRE

A. Discours liminaire et conversation avec l'honorable Michael Regan, administrateur de l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA)

L'honorable Regan s'est exprimé sur les points suivants :

- Un moment décisif pour la protection de l'environnement.
- Le traitement des eaux.
- L'importance du partenariat et de la collaboration nécessaires à l'échelon des États.
- L'importance d'aboutir au consensus.
- Les États sont les yeux et les oreilles sur le terrain; l'importance du besoin de soutien des États.
- L'investissement fédéral de 50 milliards de dollars de l'EPA dans l'eau et les secteurs connexes.

- Les investissements de 40 milliards de dollars prévus par l’Inflation Reduction Act (IRA) dans des programmes nouveaux et existants liés à l’environnement.
- L’EPA dispose de ressources et se concentre sur la création de partenariats.
- Il n’existe pas d’approche unique, et chaque État a des besoins et des ressources différents.
- La nécessité de stopper les fuites de méthane.
- Il faut promouvoir la technologie de capture du carbone.
- Le programme d’autobus scolaires zéro émission – un investissement fédéral de 5 milliards de dollars pour l’électrification du transport scolaire.

Dans ses réponses aux questions des gouverneurs, M. Regan a abordé les sujets suivants :

- La conformité n’est pas une fin en soi, mais la collaboration est essentielle pour obtenir des résultats.
- Il y a effectivement certains problèmes liés à la bureaucratie.
- Il faut simplifier et réduire le processus bureaucratique.
- Il ne s’agit pas de concéder l’autorité, mais de travailler avec les autorités de l’État sur la manière dont les fonds sont administrés.
- Les leçons tirées de l’accident nucléaire de Fukushima, au Japon; l’exportation de technologies énergétiques de dépollution; la nécessité de maintenir un avantage concurrentiel mondial.
- L’EPA est ouverte à toutes les possibilités législatives et offre un soutien technique pour toute initiative.
- La réglementation de l’EPA est novatrice; elle n’est pas là pour codifier les technologies.
- La protection du public, la compréhension de nombreuses technologies, les normes pour l’eau potable, l’établissement de niveaux de nettoyage des sols sont des questions épineuses.
- Le fédéralisme coopératif, le besoin d’interaction à l’échelle des gouverneurs et la compréhension des besoins de chaque État ne sont pas les mêmes partout.
- En ce qui concerne les matières plastiques, des solutions se profilent, à savoir la définition de lignes directrices, la conception d’un cadre et la compréhension du marché.

B. Discours liminaire et conversation avec Ashley Llorens, vice-président et scientifique émérite, Microsoft

M. Ashley a parlé de l’avancement de la science et de la technologie au profit de l’humanité.

Il a expliqué en quoi la technologie alimente la croissance du produit intérieur brut (PIB) et souligné le rythme effréné auquel le changement s’opère. Les technologies de la presse typographique d’il y a quelques centaines d’années ont créé pendant plusieurs siècles des retombées avec un multiplicateur du PIB de 1,0 à 2,0. L’avènement des

machines à vapeur, du télégraphe, de l'électrification, de la production d'acier de masse, des chaînes de montage, des moteurs à combustion interne, tout cela a généré un multiplicateur de PIB d'environ 4,0 entre les années 1800 et 1900.

L'arrivée de l'aviation, de l'engrais synthétique, du transistor, de l'ordinateur, du réseau Internet et du téléphone intelligent a eu, entre 1900 et 2000, un effet multiplicateur sur le PIB d'environ 20 fois.

Aujourd'hui, il y a l'intelligence artificielle (IA).

De grands modèles de langage préentraînés, qui utilisent de multiples intrants et créent de multiples extrants, ont déjà commencé à fournir des solutions intelligentes qui nécessiteraient normalement un grand nombre d'experts et beaucoup de temps.

M. Ashley a énoncé les principes clés de Microsoft pour une IA responsable : équité, fiabilité et sécurité, confidentialité et sécurité, inclusion, transparence et responsabilité.

En ce qui concerne la gouvernance de l'IA, M. Ashley a présenté un plan directeur pour le futur, qui prévoit :

1. La mise en œuvre et la mise à profit d'un nouveau cadre de sécurité de l'IA dirigé par le gouvernement.
2. L'exigence d'instaurer des freins de sécurité pour les systèmes d'IA qui contrôlent des infrastructures essentielles.
3. Pour l'IA, l'élaboration d'un vaste cadre juridique et réglementaire fondé sur une architecture technologique.
4. La promotion de la transparence et la garantie d'accès des universités et des organismes sans but lucratif à l'IA.
5. La poursuite de nouveaux partenariats public-privé en vue d'utiliser l'IA en tant qu'outil efficace pour aborder les défis sociétaux liés à la technologie.

C. Conversation avec Jenny Johnson, présidente et directrice générale, Franklin Templeton

M^{me} Johnson est présidente et directrice générale de Franklin Templeton, une société de gestion mondiale d'actifs dont la mission consiste à aider des gens de partout dans le monde à franchir les étapes financières les plus importantes de leur vie.

Elle a présenté son point de vue sur les marchés privés et expliqué comment l'accès à cette classe d'actif pouvait donner à des investisseurs individuels la même possibilité de produire et d'acquérir de la richesse que des institutions comme les sociétés de capital investissement et des particuliers à valeur nette élevée.

Elle a également présenté sa vision des actifs numériques et des chaînes de blocs (au-delà des cryptomonnaies) en tant qu'éléments de l'univers investissable.

Quelques points soulignés :

- La géopolitique est en train de créer de nouveaux risques économiques.
- Un accès accru aux possibilités d'avancement économique pour tous est indispensable.

- Les États peuvent miser sur les forces locales comme levier de développement économique.
- Les avancées technologiques offrent un accès économique aux personnes mal desservies – travail flexible, impression 3D.
- La pénurie de talents s’accompagne de la nécessité de moderniser l’enseignement professionnel.
- L’innovation ouvre des possibilités.
- Le gouvernement fédéral ne représente que 25 % des dépenses d’infrastructure. Les États-Unis se classent au 13e rang mondial pour la qualité de leur infrastructure.
- Un investissement d’un dollar dans les infrastructures génère trois dollars d’activité économique.
- La mobilisation de partenariats public-privé est essentielle pour l’infrastructure.
- Le succès des États repose sur la collaboration et le dialogue avec tous les intervenants.
- Ce n’est qu’à un moment tardif de son cycle d’activité qu’une entreprise s’introduit en bourse (premier appel public à l’épargne, PAPE). Par conséquent, les investisseurs individuels ne profitent pas des possibilités de croissance des investissements, qui sont limitées à des institutions comme les sociétés de capital investissement aux institutions telles que les fonds de capital investissement, qui obtiennent de solides rendements.
- Au-delà des cryptomonnaies, les technologies de la chaîne de blocs offrent des possibilités d’investissement. La compréhension du potentiel que représente la chaîne de blocs a été complètement détournée par le bitcoin. Si l’innovation ne se fait pas aux États-Unis, si le soutien à la croissance technologique n’est pas offert ici même, aux États-Unis, elle prospère ailleurs dans le monde, et les États-Unis seront laissés pour compte.

D. Discours liminaire et conversation avec Kirsten Lynch, directrice générale de Vail Resorts

Vail Resorts occupe depuis longtemps une place prépondérante dans l’industrie du ski. Son histoire a commencé en 1962, avec l’ouverture de la station de ski Vail Mountain. Aujourd’hui, cette société cotée en bourse est le premier exploitant mondial de stations de montagne, avec 37 stations dans 15 États et trois pays. Kirsten Lynch s’est jointe à l’entreprise en 2011. En tant que directrice commerciale, elle a contribué à donner forme au forfait de saison Epic Pass avant d’être nommée directrice générale en 2021.

M^{me} Lynch a parlé de son entreprise et de ses activités. Elle a également parlé de l’industrie américaine du ski et de son incidence.

- Il y a plus de 450 stations de ski aux États-Unis.
- Le nombre d’emplois associés à l’industrie du ski aux États Unis s’élève à plus de 500 000.
- Les capitaux investis en 2022-2023 dans l’industrie du ski aux États-Unis dépassent les 800 millions de dollars.

- En 2022-2023, 64,7 millions de skieurs américains ont visité les stations de ski au pays.

M^{me} Lynch a également abordé la question de la construction de logements abordables sur les terrains appartenant à la société. Elle a souligné les difficultés rencontrées dans les collectivités montagnardes où l'on trouve généralement des maisons très chères et où même les petits appartements coûtent trop cher. Elle a parlé de la construction de logements abordables pour les employés et d'autres résidents.

TABLE RONDE

A. Table ronde I : De la chaleur sous nos pieds

- David Turk, secrétaire adjoint à l'Énergie
- Claudio Berti, directeur et géologue de l'État, Idaho Geological Survey
- Sarah Jewett, vice-présidente de la stratégie, Fervo Energy

M. Turk a souligné le fait que même si tous les gouvernements ont pour objectif de parvenir à la carboneutralité, l'énergie géothermique propre et sans émission de carbone est très peu exploitée. Alors que les États Unis se sont dotés de leur première centrale géothermique en 1906, force est de constater que bien peu de progrès ont été réalisés jusqu'à maintenant. La capacité installée de 1 GW en 1980 est aujourd'hui de 3,7 GW, ce qui reste encore très faible. Les États-Unis possèdent 25 % de la capacité installée d'énergie géothermique dans le monde. Les États Unis disposent d'une réserve potentielle de 5 000 GW.

M. Turk a expliqué comment il était possible de réaliser ce potentiel et a énuméré les stratégies nécessaires pour ce faire :

- Établissement d'objectifs et feuille de route Atteinte d'un objectif consistant à générer 90 GW d'ici 2035. Cet objectif, qui semble modeste par rapport au potentiel de 5 000 GW est réaliste (et ambitieux) par rapport à la capacité installée actuelle de seulement 3,7 GW.
- Mise en place de programmes de partage des coûts et de subventions aux États.
- Mise en place d'incitations fiscales s'étendant sur des décennies.
- Mise en place d'incitations fiscales s'étendant sur des décennies.
- Renforcement de la capacité de distribution de la chaleur géothermique. À l'heure actuelle, l'augmentation de la capacité n'est que de 1 % par an, alors qu'elle devrait atteindre au moins 3 % par an.
- L'élaboration de programmes clairs.

M. Berti a parlé des enjeux et des possibilités que cette source d'énergie propre, disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, représentait pour les États de l'Ouest.

Il a mentionné le fait que l'ouest des États-Unis possédait un énorme potentiel géothermique en raison des zones de cisaillement associées à la faille de San Andreas et aux mouvements des plaques tectoniques. La chaleur est abondante, mais la perméabilité est un facteur limitant. La plupart des ressources géothermiques sont

cachées sous la surface. Les systèmes géothermiques stimulés (SGS) ou les ressources géothermiques non conventionnelles sont très prometteurs.

M. Berti a souligné que la collecte systématique de données et la modélisation du flux de travail étaient des éléments essentiels au développement de ce secteur.

La capacité installée actuelle de 3 700 MW, dont 1 MW alimente 750 à 1 000 foyers, soit environ 3 000 personnes, démontre clairement que davantage d'efforts sont nécessaires pour accroître la capacité installée.

Il a abordé le projet INGENIOUS (Innovative Geothermal Exploration through Novel Investigations Of Undiscovered Systems), dont l'objectif est d'accélérer la découverte de nouveaux systèmes géothermiques cachés commercialement viables dans la région du Grand Bassin, au Nevada.

Il a parlé d'initiatives futures – de partenariats réunissant des autorités fédérales et étatiques, formulé la proposition d'un programme national d'acquisition de données géothermiques et d'une académie nationale de géothermie pour la formation de la main-d'œuvre.

M^{me} Jewett a parlé de l'évolution des marchés de l'énergie – abordabilité, fiabilité et durabilité – qui crée de puissants vents contraires au développement de la géothermie. Elle a affirmé que la géothermie pouvait ouvrir la voie à la décarbonisation complète du réseau.

Elle a expliqué comment les efforts de développement géothermique conventionnel, qui se sont limités à un petit nombre de zones géographiques présentant des conditions souterraines particulières, ont conduit à un bassin de ressources restreint. Elle a expliqué en détail la technologie de nouvelle génération de son entreprise, qui élargit considérablement le potentiel de la géothermie. Cette technologie s'appuie sur bon nombre des technologies qui ont permis la « révolution du gaz de schiste » en Amérique du Nord, notamment le forage horizontal, la fracturation multi-étapes et en plusieurs étapes et la transmission par fibres optiques.

Tous ont parlé de ce qui suit :

- Les États ayant des mandats différents, y compris des mandats de coûts, il est nécessaire d'harmoniser les mandats.
- La nécessité d'assurer la collecte de données. La nécessité d'assurer la conservation des données, et ce, dans un format utilisable par l'industrie.
- Il est nécessaire de renforcer la sensibilisation au moyen de campagnes d'éducation publique.
- Les politiques ne doivent pas être imposées selon une approche verticale, du haut vers le bas. Les partenariats fédéraux avec les États et le secteur privé doivent être intensifs, soutenus et complémentaires, chacun étant compétent dans des domaines différents.
- L'importance des coûts et des investissements initiaux rend nécessaire la réalisation d'une modélisation financière et d'incitations à l'amortissement, et ce, en vue de réduire le coût du capital.

B. Table ronde II : L'accès aux soins de santé en milieu rural

- Brock Slabach, chef des opérations, National Rural Health Association (NRHA)
- Gerald Ackerman, directeur, Nevada Office of Rural Health et vice doyen du Département de la santé en milieu rural de la University of Nevada School of Medicine
- Jenny Niblock, chef des services cliniques, Citizens Health

De nombreuses collectivités rurales et mal desservies de l'Ouest n'ont pas accès aux infrastructures et aux services de soins de santé essentiels, ce qui les rend plus vulnérables aux problèmes de santé et à la mortalité. Le groupe d'experts a examiné les approches permettant de fournir des soins de santé dans ces collectivités et de veiller ainsi à la santé et au bien-être de tous les Américains.

Les points suivants ont été soulevés :

- 80 % de la masse terrestre continentale des États-Unis est rurale et 18 à 20 % de la population est rurale.
- La faible densité de la population entraîne des coûts unitaires de soins de santé ainsi que des coûts par habitant plus élevés, ce qui accroît la difficulté de la tâche.
- Les régions rurales assistent à la fermeture de leurs hôpitaux, de leurs foyers de soins infirmiers et de leurs pharmacies.
- Les problèmes en matière d'effectifs et de main-d'œuvre sont nombreux.
- Il s'agit d'un environnement complexe.
- Les paiements à 100 % du système d'assurance-santé Medicare sont basés sur la valeur, ce qui pose problème pour les soins de santé en milieu rural. Les soins obstétricaux en sont un bon exemple : le volume est faible, mais les coûts sont élevés.
- Aucun service médical spécialisé n'est offert dans les zones rurales.
- Se battre avec l'assurance lorsqu'il faut traverser les frontières de l'État pour obtenir un traitement.
- De nombreux programmes contournent le régime de soins de santé en milieu rural.
- La télémédecine est difficile à offrir – un problème qui touche à la fois les milieux urbain et rural en raison des enjeux liés à la charge de travail.
- Santé publique – leçons tirées de la pandémie – tous les soins de santé sont locaux.
- La plupart des hôpitaux ruraux sont des moteurs économiques pour la région.
- Certains grands hôpitaux ruraux soutiennent des hôpitaux plus petits.
- Le succès passe par le partenariat.
- La rémunération des personnes qui enseignent la médecine pose problème.
- L'accès à large bande est un problème prioritaire qu'il faut régler.
- La cybersécurité est également un problème lié au manque de pouvoir financier et d'expertise.
- La pénurie d'infirmières est attribuable au manque de professeurs.
- La main-d'œuvre est un enjeu énorme.

- La nécessité d'adopter des politiques (au niveau fédéral) : Nécessité de payer pour assurer la viabilité financière. Garantir l'accès aux soins spécialisés. Augmenter les subventions. L'accent doit être mis sur la médecine interne. Appuyer la croissance de la médecine familiale.

C. Table ronde III : Des prairies pour la croissance et des espaces verts

- Robert Bonnie, sous-secrétaire chargé de la production agricole et de la conservation des ressources (FPAC), département de l'Agriculture des États-Unis
- Blayne Arthur, secrétaire, département de l'Agriculture de l'Oklahoma
- James Cummins, président, Boone and Crockett Club

Ce groupe d'experts a discuté de l'importance de la protection et de la remise en état des écosystèmes des prairies, des avantages découlant de la conservation de stocks de semences indigènes et des possibilités de renforcer la conservation des prairies dans la prochaine loi agricole de 2023.

D. Table ronde IV : Des économies résilientes axées sur les loisirs de plein air

- Barbara Bynum, mairesse de Montrose
- Tim Fry, président et chef de la direction, Mountain Racing Products
- Elizabeth Sodja, coordinatrice de l'initiative GNAR, Université d'État de l'Utah

Les experts ont discuté de la manière dont les collectivités de l'ouest des États-Unis exploitent l'industrie des loisirs de plein air pour soutenir et diversifier les économies locales.

E. Table ronde V : Données sur l'eau

- Richard Spinrad, sous-secrétaire au commerce pour les océans et l'atmosphère, et administrateur de la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA)
- Everette Joseph, directeur, National Center for Atmospheric Research
- Yvonne Stone, California Energy and Environment, et responsable des pratiques de la gouvernance à Deloitte

Des données précises et en temps réel sur l'eau constituent un outil essentiel pour permettre aux gestionnaires de l'eau de faire face à la sécheresse dans l'Ouest. La ville de Boulder, au Colorado, est devenue un point névralgique pour les programmes axés sur l'amélioration des prévisions météorologiques, la collecte de données sur l'eau et la diffusion de cette information essentielle dans tout le pays.

Les experts ont discuté des effets positifs de ces travaux sur les États de l'Ouest ainsi que du potentiel d'avancées supplémentaires.

Les points abordés par les experts comprennent :

- Une nouvelle feuille de route sur la sécheresse et la santé publique, qui offre des possibilités clés d'améliorer l'état de préparation.

- La transformation numérique pour guider la prise de décision.
- Les droits relatifs à l'eau fonctionnent comme une statue du 19^e siècle, une infrastructure du 20^e siècle et des besoins en eau du 21^e siècle.
- Les avancées technologiques permettent une profonde transformation de la façon dont les données sur l'eau sont recueillies, analysées, intégrées et utilisées dans la prise de décision.
- Le processus décisionnel relatif à l'eau englobe ce qui suit :
 - Analyse – analyse professionnelle et apprentissage automatique
 - Décisions stratégiques – souplesse et intégration
 - Résultats – télésurveillance en temps réel
 - Données – nouvelle source de données, règles opérationnelles et validation

F. Table ronde VI : AmeriCorps

- Michael Smith, directeur général d'AmeriCorps
- John Kelly, directeur administratif de Serve Colorado
- Narya Jacobson, membre de l'organisme Mile High Youth Corps

M. Smith a expliqué ce qu'est AmeriCorps. AmeriCorps est une petite agence fédérale indépendante créée il y a 30 ans avec un budget d'un milliard de dollars par an.

Aujourd'hui, le programme fédéral AmeriCorps exerce des activités dans environ 40 000 sites. Les services qu'il fournit sont une sorte de couteau suisse : les communautés locales décident de ce dont elles ont besoin, qu'il s'agisse de la gestion de catastrophes, de l'éducation du public ou de questions liées à l'environnement ou à la santé.

AmeriCorps mobilise actuellement autour de 200 000 personnes qui œuvrent à faire avancer les choses dans les communautés du pays tout entier. Pendant la pandémie, AmeriCorps est intervenu auprès de 12,5 millions de personnes.

M. Smith a indiqué qu'il existait plusieurs façons, pour les États, de soutenir AmeriCorps :

- Réduire les obstacles au service
- Créer une filière pour que le service débouche sur des emplois
- Promouvoir la reconnaissance et la sensibilisation
- Faire en sorte que le service s'inscrive dans un plan d'action constructif

M. Kelly a souligné qu'AmeriCorps connaissait une importante expansion au Colorado et qu'il avait même dépassé les objectifs qu'il s'était fixés.

M^{me} Jacobson a raconté son parcours et expliqué comment AmeriCorps l'a aidée à devenir pompière forestière.

G. G. Table ronde VII : Western Governors' Leadership Institute

- Julie Thomas, Tribus confédérées de Warm Springs (Wasco)
- Brock Brown, Dakota du Sud

- Sofia Takhtadjian, Nevada
- Cameron Deptula, Hawaii

Le forum des dirigeants de la Western Governors' Foundation se tient conjointement avec la réunion annuelle de 2023 de la WGA.

Cette table ronde a donné lieu à une conversation entre certains délégués et les gouverneurs sur l'avenir du leadership dans l'ouest des États-Unis.

Les délégués ont expliqué comment et pourquoi ils se sont joints à l'Institut et ont fait part de leur expérience. Ils ont également abordé les enjeux qui touchent la jeunesse américaine et se sont exprimés sur d'autres enjeux qu'ils considèrent comme importants.

DISCUSSIONS EN PETITS GROUPES

A. De la chaleur sous nos pieds

Le gouverneur Polis a dirigé une discussion en petits groupes avec des entreprises du secteur privé présentes dans le secteur de l'industrie géothermique. Les représentants de l'industrie ont notamment fait mention des points suivants :

- La nécessité de disposer de cartes à jour.
- La nécessité de collecte et de partage de données.
- Avec la décarbonisation de tous les secteurs, la demande d'électrification se multiplie, et l'énergie géothermique apparaît comme une option.
- Les États doivent et peuvent inclure une réglementation claire et offrir des crédits d'impôt.
- Impact sur la surface – les panneaux solaires et les éoliennes requièrent une superficie beaucoup plus grande que la géothermie.
- Les gisements de pétrole et de gaz peuvent coexister avec les sources géothermiques.
- Le département américain de l'Énergie prévoit des zones commerciales carboneutres et, dans cette optique, l'énergie géothermique est considérée comme une option de premier choix.
- Le sous-sol est un facteur contraignant.
- La demande en ressources géothermiques (appareils de forage) est très forte actuellement.
- Le soutien de sociétés de services publics approuvées par la Commission est nécessaire pour que les entreprises puissent investir dans des projets comme une centrale de 250 MW.

Respectueusement soumis,

L'hon. Michael MacDonald,
sénateur

L'hon. John McKay, C.P., député

coprésident
Groupe interparlementaire
Canada-États-Unis

coprésident
Groupe interparlementaire
Canada-États-Unis

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Groupe interparlementaire Canada—États-Unis
ACTIVITÉ	Réunion annuelle de la Western Governors' Association
DESTINATION	Boulder, Colorado, États-Unis d'Amérique
DATES	Du 26 au 28 juin 2023
DÉLÉGATION	
SÉNAT	
CHAMBRE DES COMMUNES	Chandra Arya, député
PERSONNEL	
TRANSPORT	2 154,35 \$
HÉBERGEMENT	1 828,91 \$
HOSPITALITÉ	0,00 \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	409,74 \$
DIVERS	1 910,41 \$
TOTAL	6 303,41 \$